

SOLIDARITE PAYSANS

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

104, rue Robespierre

93170 BAGNOLET

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Assemblée d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025

*SAS au capital de 5 000 euros – 13, rue Rougemont - 75009 Paris
Siret : 794 733 501 00017 - Numéro identification intracommunautaire : FR 73 794 733 501
Tél : 01 48 01 02 63*

Inscrite au tableau de l'Ordre des Experts Comptables Paris Ile de France et à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Paris

SOLIDARITE PAYSANS

104, rue Robespierre
93170 BAGNOLET

Aux membres de l'association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association SOLIDARITE PAYSANS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application des règlements ANC 2022-06 et 2023-03 exposées dans l'annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice :

- Le caractère approprié des principes comptables retenus et leur correcte application, notamment l'application des règlements ANC 2022-06 et 2023-03,
- Le caractère raisonnable des estimations significatives retenues.
- La présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant.

Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier établi par votre trésorier et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration de l'association.

Responsabilité des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne,
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne,
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels,
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier,

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 27 mai 2026

Le commissaire aux comptes

Analyse & Audit – A&A

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'J. LETERRIER', with a large loop on the left and a small mark on the right.

Jacques LETERRIER

ACTIF		Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)			
		Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
Frais d'établissement	(I)						
ACTIF IMMOBILISE							
Immobilisations incorporelles							
. Frais de développement							
. Donations temporaires d'usufruit							
. Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires		539	539				
. Immobilisations incorpor. en cours, avances et acomptes							
Immobilisations corporelles							
. Terrains							
. Constructions							
. Installations techniques, matériel & outillage industriels		4 026	4 026			99	0,02
. Immobilisations corpor. en cours, avances et acomptes							
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés							
Immobilisations financières							
. Participations		8 622	1 000	7 622	0,89	8 622	1,34
. Créances rattachées à des participations							
. Autres titres immobilisés							
. Prêts							
. Autres immobilisations financières							
TOTAL (II)		13 187	5 565	7 622	0,89	8 721	1,35
ACTIF CIRCULANT							
Stocks et en-cours							
Créances							
. Créances clients, usagers et comptes rattachés		583		583	0,07	750	0,12
. Créances reçues par legs ou donations							
. Autres créances		440 190		440 190	51,33	281 064	43,53
Charges constatées d'avance		2 577		2 577	0,30	4 764	0,74
Valeurs mobilières de placement							
Instruments financiers à terme et jetons détenus							
Disponibilités		406 557		406 557	47,41	350 390	54,27
TOTAL (III)		849 907		849 907	99,11	636 968	98,65
Frais d'émission des emprunts	(IV)						
Primes de remboursement des emprunts	(V)						
Ecart de conversion et différences d'évaluation Actif	(VI)						
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)		863 094	5 565	857 530	100,00	645 689	100,00

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)	
FONDS PROPRES				
Fonds propres sans droit de reprise				
. Fonds propres statutaires				
. Fonds propres complémentaires				
Fonds propres avec droit de reprise				
. Fonds statutaires				
. Fonds propres complémentaires	258 000	30,09	76 069	11,78
Ecart de réévaluation				
Réserves				
. Réserves statutaires ou contractuelles				
. Réserves pour projet de l'entité				
. Autres				
Report à nouveau	100 943	11,77	161 385	24,99
Excédent ou déficit de l'exercice	80 945	9,44	121 489	18,82
Situation nette (sous total)	439 888	51,30	358 943	55,59
Fonds propres consommables				
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées				
TOTAL (I)	439 888	51,30	358 943	55,59
FONDS REPORTES ET DEDIES				
Fonds reportés liés aux legs ou donations				
Fonds dédiés			20 000	3,10
TOTAL (II)			20 000	3,10
PROVISIONS				
Provisions pour risques				
Provisions pour charges	10 695	1,25	6 143	0,95
TOTAL (III)	10 695	1,25	6 143	0,95
DETTES				
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
Emprunts et dettes financières diverses				
Instruments financiers à terme				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	14 324	1,67	24 078	3,73
Dettes des legs ou donations				
Dettes fiscales et sociales	55 673	6,49	56 310	8,72
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	101 151	11,80	24 568	3,80
Produits constatés d'avance	235 800	27,50	155 646	24,11
TOTAL (IV)	406 947	47,46	260 603	40,36
Ecart de conversion et différences d'évaluation Passif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	857 530	100,00	645 689	100,00
ENGAGEMENTS REÇUS				
Legs nets à réaliser :				
- acceptés par les organes statutairement compétents				
- autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre				
ENGAGEMENTS DONNÉS				

COMPTE DE RÉSULTAT		Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)		%	
		Total	%	Total	%	Variation	%		
PRODUITS D'EXPLOITATION:									
Cotisations		112 061	12,35	95 970	12,03	16 091	16,77		
Ventes de biens et services									
- Ventes de biens									
- dont ventes de dons en nature									
- Ventes de prestations de services		79 811	8,79	20 852	2,61	58 959	282,75		
- dont parrainages									
Produits de tiers financeurs									
- Concours publics et subventions d'exploitation		396 731	43,71	431 546	54,11	-34 815	-8,06		
- Versements des fondateurs ou consommations/dotation consommptible									
- Ressources liées à la générosité du public									
- Dons manuels		101 636	11,20	116 488	14,61	-14 852	-12,74		
- Mécénats									
- Legs, donations et assurances-vie									
- Contributions financières		193 500	21,32	110 370	13,84	83 130	75,32		
Reprises sur amortiss., dépréciat.et provisions				6 960	0,87	-6 960	-100,00		
Produits des cessions d'immobilisations incorpor. et corporelles									
Utilisations des fonds dédiés		20 000	2,20	13 264	1,66	6 736	50,78		
Autres produits		2 105	0,23	48	0,01	2 057	N/S		
Total des produits d'exploitation (I)		905 844	99,81	795 498	99,74	110 346	13,87		
CHARGES D'EXPLOITATION:									
Achats de marchandises									
Variations stocks									
Autres achats et charges externes		277 769	30,61	196 994	24,70	80 775	41,00		
Aides financières		80 064	8,82	24 250	3,04	55 814	230,16		
Impôts, taxes et versements assimilés		8 160	0,90	8 633	1,08	-473	-5,47		
Salaires et traitements		317 161	34,95	299 659	37,57	17 502	5,84		
Cotisations sociales		130 730	14,40	123 469	15,48	7 261	5,88		
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		99	0,01	470	0,06	-371	-78,93		
Dotations aux provisions		4 552	0,50	2 513	0,32	2 039	81,14		
Valeurs comptables des immobilisations incorpor. et corporelles									
Reports en fonds dédiés				20 000	2,51	-20 000	-100,00		
Autres charges		7 083	0,78	86	0,01	6 997	N/S		
Total des charges d'exploitation (II)		825 617	90,97	676 073	84,77	149 544			
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)		80 227	8,84	119 425	14,97	-39 198	-32,81		
PRODUITS FINANCIERS:									
De participation									
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé									
Autres intérêts et produits assimilés		1 717	0,19	2 064	0,26	-347	-16,80		
Reprises sur dépréciations et provisions									
Différences positives de change									
Produits des immobilisations financières cédées									
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie									
Total des produits financiers (III)		1 717	0,19	2 064	0,26	-347	-16,80		
CHARGES FINANCIERES:									
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions		1 000	0,11			1 000	N/S		
Intérêts et charges assimilées									
Différences négatives de change									
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées									

COMPTE DE RÉSULTAT (suite)	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)	%
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie						
Total des charges financières (IV)	1 000	0,11			1 000	N/S
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	717	0,08	2 064	0,26	-1 347	-65,25
RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	80 945	8,92	121 489	15,23	-40 544	-33,36
PRODUITS EXCEPTIONNELS:						
Total des produits exceptionnels (V)						
CHARGES EXCEPTIONNELLES:						
Total des charges exceptionnelles (VI)						
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)						
Participation des salariés aux résultats (VII)						
Impôts sur les bénéfices (VIII)						
Total des produits (I + III + V)	907 562	100,00	797 562	100,00	110 000	13,79
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	826 617	91,08	676 073	84,77	150 544	22,27
EXCEDENT OU DEFICIT	80 945	8,92	121 489	15,23	-40 544	-33,36
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
Dons en nature	38 030		40 050			
Prestations en nature	12 219					
Bénévolat						
TOTAL	50 249		40 050			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
Secours en nature						
Mise à disposition gratuite de biens	12 219					
Prestations en nature						
Personnel bénévole	38 030		40 050			
TOTAL	50 249		40 050			

SOLIDARITE PAYSANS

104 rue Robespierre
93 170 BAGNOLET
Association Loi 1901
SIRET : 409 214 863 00014

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31/12/2025

SOLIDARITE PAYSANS

104 rue Robespierre
93 170 BAGNOLET
Association Loi 1901
SIRET : 409 214 863 00014

Table des matières

I. Présentation et Faits significatifs de l'exercice	3
A. PRESENTATION DE L'ASSOCIATION	3
B. FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE	3
II. Principes, règles et méthodes comptables	3
2-1 Changement de méthode comptable	4
2-2 Créances	4
2-3 Provision pour risques et charges	4
2-4 Dettes	5
2-5 Méthode de détermination des produits	5
2-6 Charges constatées d'avance	5
2-7 Fonds dédiés	5
Notes relatives aux postes de bilan actif	6
3-1 Mouvements ayant affecté les divers postes de l'actif immobilisé	6
3-2 Immobilisations financières	6
3-3 Stocks et en-cours	7
3-4 Etat des créances et dépréciations liées	7
3-5 Valeurs mobilières de placement	7
III. Notes relatives aux postes de bilan Passif	8
4-1 Tableau de variation des fonds propres	8
4-2 Subventions d'investissements	8
4-3 Provisions réglementées	8
4-4 Fonds dédiés	8
4-5 Provisions pour risques et charges	9
4-6 Etat des échéances et des dettes	9
4-7 Emprunts	9
IV. Détail des opérations de clôture	9
5.1 Charges à payer et produits à recevoir	9
V. Notes relatives au compte de résultat	10
6-1 Produits d'exploitation	10
6-1.1 Cotisations	10
6-1.2 Subventions publiques et privées	10
6-1.3 Dons manuels	10
6-1.4 Contributions financières	10
6-1 Ventilation des produits	10
6-2 Etat des avantages et ressources en provenance de l'étranger	11
6-3 Charges d'exploitation	11
6-4 Résultat financier	12
6-5 Résultat exceptionnel	12
6-6 Contributions volontaires en nature	12
VI. Autres informations	12
7-1 Effectif	12
7-2 Rémunérations des 3 plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés	12
7-3 Engagements hors bilan	12
7-4 Informations relatives aux frais d'audits et de commissariat aux comptes	12

SOLIDARITE PAYSANS

104 rue Robespierre
93 170 BAGNOLET
Association Loi 1901
SIRET : 409 214 863 00014

I. PRESENTATION ET FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

A. *PRESENTATION DE L'ASSOCIATION*

Solidarité Paysans s'affirme comme mouvement d'éducation populaire ayant pour but de permettre le développement de tous moyens nécessaires à la défense individuelle et collective des agriculteurs en difficulté notamment par :

- le soutien à l'organisation et à la vie associative de ses membres : information, formation des personnes, groupes de travail thématique, etc. ;
- l'essaimage de l'accompagnement et de la défense des agriculteurs fragilisés sur des territoires français non encore couverts ;
- la conduite d'études ou de recherches thématiques ;
- le relais de l'action des adhérents auprès des instances et organisations nationales et européennes compétentes.

L'association n'est pas soumise aux impôts commerciaux.

Elle clôture un exercice d'une durée de 12 mois courant du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 857 530 euros.

Le résultat net comptable est un bénéfice de 80 945 euros.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

B. *FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE*

L'année 2025 se caractérise par une hausse des produits et une bonne maîtrise des charges d'exploitation. De nouvelles sources de financements privées sont constatées.

II. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels sont élaborés conformément aux dispositions du Code de Commerce ainsi que selon les principes des règlements suivants émis par l'Autorité des Normes Comptables (ANC) :

- règlement ANC n° 2022-06 du 04 novembre 2022 relatif au Plan Comptable Général modifiant le règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014
- règlement ANC n°2023-03 du 7 juillet 2023 relatif au plan comptable général modifiant divers règlements en coordination avec le règlement ANC n°2022-06
- règlement ANC n° 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, modifié par le règlement ANC n° 2020-08.

Les procédures d'enregistrement et de classement sont conformes aux exigences des comptabilités informatisées.

Les conventions ci-après ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux règles de base suivantes :

SOLIDARITE PAYSANS

104 rue Robespierre
93 170 BAGNOLET
Association Loi 1901
SIRET : 409 214 863 00014

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

2-1 Changement de méthode comptable

Impact du changement de réglementation comptable sur les comptes 2025

Sur l'exercice ouvert au 1er janvier 2025, l'association présente ses comptes et ses états financiers conformément aux dispositions et aux modèles figurant dans les règlements ANC n° 2022-06 et 2023-03.

L'application de ces règlements génèrent des modifications dans nos états de synthèse qui se matérialisent par les éléments suivants :

1/ Bilan

- Eventuellement les charges constatées d'avances en "créances".

2/ Compte de résultat

- Diminution des charges de salaires du fait de l'inscription des remboursements de frais de personnel (IJSS et formation) au crédit des comptes de charges salariales pour 2 461 €

2-2 Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. A la clôture, sont comptabilisées en créances à recevoir les sommes correspondantes aux produits de l'exercice en cours, non encore comptabilisées. Les créances dont la valeur probable de réalisation est inférieure à la valeur nominale, font l'objet d'une dépréciation.

2-3 Provision pour risques et charges

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entité à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Des provisions pour risques et charges d'un total de 10 695 € figurent au bilan au 31/12/2025 et correspondent à la provision pour indemnités de retraite. Les provisions pour retraite sont constituées en fonction du droit aux indemnités légales de départ à la retraite, de la rémunération des salariés, de leur ancienneté dans l'association et de la probabilité qu'ils y soient présents au moment de faire valoir leurs droits à retraite (taux de mobilité).

Le mode de calcul retenu est le suivant :

- ~ 1/5e de mois du salaire mensuel brut par année de présence
- ~ + 2/15e du même salaire de référence par année d'ancienneté au-delà de la dixième année de présence

SOLIDARITE PAYSANS

104 rue Robespierre
93 170 BAGNOLET
Association Loi 1901
SIRET : 409 214 863 00014

Les taux de mobilité définis sont les suivants :

Age du salarié	Taux de mobilité
30-34 ans	20%
35-39 ans	30%
40-44 ans	50%
45-49 ans	55%
50-54 ans	75%
55-59 ans	95%
>60 ans	100%

2-4 Dettes

Les dettes à l'égard des fournisseurs, adhérents, partenaires, salariés et organismes sociaux sont valorisées à leur valeur nominale. A la clôture, les charges engagées durant l'exercice, mais comptabilisées sur l'exercice suivant font l'objet d'une charge à payer :

- ✓ En fournisseurs -factures non parvenues pour les fournisseurs
- ✓ En charges à payer pour les adhérents et partenaires
- ✓ En provision (pour les congés payés ou autres) pour les salariés
- ✓ En dettes provisionnées envers les organismes sociaux.

2-5 Méthode de détermination des produits

La totalité du financement prévu dans la convention avec le financeur est inscrite en produits à la signature de la convention.

En fonction de l'état d'avancement du projet, les quotes-parts de produits non consommées à la date de clôture sont comptabilisées en produits constatés d'avance s'ils concernent des financements pour les années à venir ou en fonds dédiés s'ils concernent des financements de l'exercice non totalement consommés.

2-6 Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance correspondent à des charges dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.

2-7 Fonds dédiés

Les subventions affectées par des tiers à des projets définis, qui n'ont pas été utilisées à la clôture de l'exercice à l'engagement pris à leur égard, sont comptabilisées en fonds dédiés au passif du bilan.

SOLIDARITE PAYSANS

104 rue Robespierre
93 170 BAGNOLET
Association Loi 1901
SIRET : 409 214 863 00014

NOTES RELATIVES AUX POSTES DE BILAN ACTIF

3-1 Mouvements ayant affecté les divers postes de l'actif immobilisé

L'Association respecte les règles habituelles d'amortissement et n'a pas recours aux amortissements dérogatoires. Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les durées d'amortissement, en mode linéaire, retenues sont les suivantes :

Nature d'immobilisations	Mode	Durée d'amortissement
Logiciels/Autres incorporelles	Linéaire	1an à 3 ans
Matériel de bureau et informatique	Linéaire	1 an à 3 ans

	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	539	0	0	539
Frais d'établissement				0
Frais de recherche et de développement				0
Donations temporaires d'usufruit				0
Concession, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	539			539
Autres immobilisations incorporelles				0
Immobilisations incorporelles en cours				0
Avances et acomptes				0
Immobilisations corporelles	4 026	0	0	4 026
Terrains				0
Constructions				0
Installations techniques, matériels, outillages industriels				0
Autres immobilisations corporelles	4 026			4 026
Immobilisations corporelles en cours				0
Avances et acomptes				0
Biens reçus en legs ou donations destinés à être cédés				0
TOTAL VALEURS BRUTES	4 565	0	0	4 565
Immobilisations incorporelles	539	0	0	539
Amorts frais d'établissement				0
Amorts frais de recherche et de développement				0
Amorts donations temporaires d'usufruit				0
Amorts concession, logiciels	539			539
Amorts autres immobilisations incorporelles				0
Immobilisations corporelles	3 927	99	0	4 026
Amorts des constructions				0
Amorts installations techniques, matériels, outillages				0
Amorts autres immobilisations corporelles	3 927	99		4 026
TOTAL AMORTISSEMENTS	4 466	99	0	4 565
VALEURS NETTES COMPTABLES	99	-99	0	0

Aucune acquisition et cession d'immobilisation sur l'exercice 2025.

3-2 Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont détaillées comme suit :

SOLIDARITE PAYSANS

104 rue Robespierre
93 170 BAGNOLET
Association Loi 1901
SIRET : 409 214 863 00014

	N-1	Augmentation	Diminution	N
PART. LOCAT SCI DU CEDRE	7 622,45			7 622,45
PART ATELIER PAYSANS	1 000,00			1 000,00
DEPOT DE GARANTIE	0,00	0,00		0,00
TOTAUX	8 622,45	0,00	0,00	8 622,45

Solidarité Paysans détient 5% de parts dans la SCI du Cèdre abritant son siège social. Aucune dépréciation d'actif n'est à constater sur les parts de la SCI du Cèdre.

Solidarité Paysans est depuis 2020 sociétaire de la coopérative L'Atelier Paysans et détient 10 parts sociales pour une valeur totale de 1.000 €. Une provision pour dépréciation de 1 000 € des titres de la Coopérative Atelier Paysans a été constatée en 2025.

3-3 Stocks et en-cours

Néant

3-4 Etat des créances et dépréciations liées

	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
CREANCES CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	583	583	
RESEAU CIVAM	18 474	18 474	
CASDAR SUBVENTION	43 677	43 677	
FONDATION DOMORROW	200 000	100 000	100 000
FONDATION LEMARCHAND	20 000	20 000	
FDVA	15 800	7 900	7 900
HELLO ASSO	38 572	38 572	
MEMBRES DU RESEAU	86 014	86 014	
AUTRES PRODUITS A RECEVOIR	4 415	4 415	
CREANCES FISCALES ET SOCIALES	13 238	13 238	
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	2 577	2 577	
TOTAUX	443 350	335 450	107 900

Il n'y a pas de créances douteuses au 31/12/2025.

3-5 Valeurs mobilières de placement

Néant

SOLIDARITE PAYSANS

104 rue Robespierre
93 170 BAGNOLET
Association Loi 1901
SIRET : 409 214 863 00014

III. NOTES RELATIVES AUX POSTES DE BILAN PASSIF

4-1 Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	76 069	181 931	0	0	258 000
Reserve pour Fonds de Roulement	76 069	181 931	0	0	258 000
Réserve pour projets définis	0				0
Réserve pour événement "Agriculture en difficulté RE prend la parole"	0				0
Fonds propres avec droit de reprise	0	0	0		0
Ecart de réévaluation					0
Réserves					0
Report à nouveau (RAN)	161 385	-60 442		0	100 943
Excédent ou déficit de l'exercice	121 489	-121 489	80 945		80 945
Situation nette	358 943	0	80 945	0	439 888
Fonds propres consommables					0
Subventions d'investissement					0
Provisions réglementées					0
TOTAL	358 943	0	80 945	0	439 888

4-2 Subventions d'investissements

Il n'y a pas de subventions d'investissement au 31/12/2025.

4-3 Provisions réglementées

Il n'y a pas de provisions réglementées au 31/12/2025.

4-4 Fonds dédiés

Variation des fonds dédiés issue de	A l'ouverture de l'exercice	Reports (compte 689)	UTILISATIONS		Transferts	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
			Montant global (compte 789)	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
Subventions d'exploitation*	20 000	0	-20 000	0	0	0	
Fondation Roi boudouin						0	
Fondation France	20 000		-20 000			0	
Contributions financières d'autres organismes*	0	0	0	0	0	0	
						0	
Ressources liées à la générosité du public*	0	0	0	0	0	0	
						0	
TOTAL	20 000	0	-20 000	0	0	0	0

SOLIDARITE PAYSANS

104 rue Robespierre
93 170 BAGNOLET
Association Loi 1901
SIRET : 409 214 863 00014

Les subventions affectées par des tiers à des projets définis, qui n'ont pas encore été utilisées à la clôture de l'exercice conformément à l'engagement pris à leur égard, sont comptabilisées en fonds dédiés au passif du bilan. Au 31 décembre, il ne reste aucun engagement à réaliser.

4-5 Provisions pour risques et charges

Des provisions pour risques et charges d'un total de 10 695 € figurent au bilan au 31/12/2025 et correspondent à la provision pour engagement de retraite.

Provisions	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Provisions pour risques				0
Provisions pour Charges	6 143	4 552		10 695
TOTAL	6 143	4 552	0	10 695

4-6 Etat des échéances et des dettes

	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés		0		
Emprunts et dettes auprès des établist de crédit		0		
Emprunts et dettes financières divers	0	0		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	14 324	14 324		
Dettes des legs ou donations		0		
Personnel et comptes rattachés	23 508	23 508		
Organismes sociaux	31 084	31 084		
Etat et autres collectivités publiques	0	0		
Dettes fiscales	1 080	1 080		
Autres dettes	101 151	101 151		
Produits constatés d'avance	235 800	127 900	107 900	
TOTAUX	406 947	299 047	107 900	0

4-7 Emprunts

Pas d'emprunt au 31/12/2025.

IV. DETAIL DES OPERATIONS DE CLOTURE

5.1 Charges à payer et produits à recevoir

DETAIL DES CHARGES A PAYER

▪ Fournisseurs, factures non parvenues	14 324 €
▪ Provision sur congés payés	23 468 €
▪ Provision charges sociales sur congés payés	11 999 €
▪ Charges à payer	100 010 €

SOLIDARITE PAYSANS

104 rue Robespierre
93 170 BAGNOLET
Association Loi 1901
SIRET : 409 214 863 00014

DETAIL DES PRODUITS A RECEVOIR

▪ Financeur, financements à recevoir	0 €
▪ Autres produits à recevoir (OPCA/IJ/Divers)	4 258 €

PRODUITS ET CHARGES IMPUTABLES A UN AUTRE EXERCICE

▪ Charges constatées d'avance	2 577 €
▪ Produits constatés d'avance	235 800 €

V. NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

6-1 Produits d'exploitation

Les produits de l'association sont composés de :

6-1.1 Cotisations

Les cotisations des membres du réseau adhérents sont comptabilisées en produits à réception du bulletin d'adhésion. En 2025 le montant des cotisations s'élève à 112 061 €

6-1.2 Subventions publiques et privées

	Montant 2025	Montant 2024
CASDAR	218 385	218 385
CCMSA	23 500	23 500
CONFEDERATIONPAYSANE	25 000	25 000
FONDATION LEMARCHAND	20 000	20 000
FDVA	15 800	15 800
RESEAU CIVAM	34 046	20 861
MINISTERE DE LA JUSTICE	10 000	8 000
FONDATION DE France	0	50 000
FONDATION UN MONDE POUR TOUS	50 000	50 000
TOTAL	396 731	431 546

6-1.3 Dons manuels

Les dons sont comptabilisés à leur encaissement et s'élèvent à 201 636 € au 31/12/2025.

6-1.4 Contributions financières

L'association a reçu une contribution financière de Fonds de dotation pour un total de 93 500 € en 2025.

6-1 Ventilation des produits

Les produits d'exploitation de l'association sont composés de :

SOLIDARITE PAYSANS

104 rue Robespierre
93 170 BAGNOLET
Association Loi 1901
SIRET : 409 214 863 00014

Nature des produits d'exploitation	Montant 2025	%
Cotisations	112 061	12%
Ventes de prestation de services	79 811	9%
Subventions d'exploitation	371 731	41%
CONFEDERATION PAYSANNE	25 000	3%
Dons manuels	201 636	22%
FDD JEAN CADIOT	18 500	2%
Contribution financière	75 000	8%
Reprise sur amortiss/dépréciation, prov	0	0%
Utilisations fonds dédiés	20 000	2%
Autres produits	2 105	0%
TOTAUX	905 844	100%

6-2 Etat des avantages et ressources en provenance de l'étranger

Etat du contributeur	Montant total des avantages et ressources
Emirats Arabes Unis	150
Belgique	1000
Suisse	292
Allemagne	65
Grèce	100
Japon	180

6-3 Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation de l'association sont composées de :

Nature des charges d'exploitation	Montant 2025	%
Autres achats et charges externes	277 769	34%
Aides financières	80 064	10%
Impôts et taxes	8 160	1%
Salaires et traitements	317 161	38%
Charges sociales	130 730	16%
Dotation aux amortissements	99	0%
Dotation aux provisions	4 552	1%
Autres charges	7 083	1%
TOTAUX	825 618	100%

SOLIDARITE PAYSANS

104 rue Robespierre
93 170 BAGNOLET
Association Loi 1901
SIRET : 409 214 863 00014

6-4 Résultat financier

Le résultat financier est de 717 € et correspond à 1 717 € d'intérêts sur livrets d'épargne et 1 000 € de provision sur les titres Atelier Paysans.

6-5 Résultat exceptionnel

Néant

6-6 Contributions volontaires en nature

Les contributions volontaires en nature couvrent le temps des administrateurs et bénévoles consacré à leur mandat reçu de l'Assemblée générale (membres du Conseil d'administration national et membres de la Commissions Statuts et Conflits). Entre également dans cette catégorie le temps bénévole des membres désignés par le Conseil d'administration pour conduire les actions de Solidarité Paysans au sein des comités de pilotage et groupes de travail. N'entre pas dans les contributions volontaires en nature le temps des Assemblées générales.

Le temps est comptabilisé à partir des feuilles d'émargement des réunions et/ou des PV des réunions.

Le bénévolat est valorisé selon le coût moyen du service de remplacement en agriculture soit 150 € pour 7h00 de bénévolat. Sont déduits de cette valorisation les indemnités versées aux titres des mandats.

	Jours	Valeur	Indemnités Versées	Bénévolat valorisé
Temps déclaré	295	44 250 €	6 220 €	38 030 €

Les autres contributions volontaires accordées au titre de l'exercice 2025 correspondent à des dons en nature reçus par Solidarité Paysans des organismes AGRI&CO et 711RENT, pour un montant total de 12 219 €, réparti comme suit : 4 323 € pour AGRI&CO et 7 896€ pour 711RENT.

VI. AUTRES INFORMATIONS

7-1 Effectif

L'association Solidarité paysans compte 6.95 salariés ETP sur l'exercice 2025.

7-2 Rémunérations des 3 plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés

Conformément à l'article 20 de la Loi 2006-586, une information est donnée sur les rémunérations versées, avantages en nature inclus, aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés de notre association. Tous les administrateurs sont bénévoles et ne perçoivent aucune rémunération.

7-3 Engagements hors bilan

Il n'y a pas d'engagements hors bilan au 31/12/2025.

7-4 Informations relatives aux frais d'audits et de commissariat aux comptes

Le Cabinet Analyse et Audit assure la fonction de commissariat aux comptes. A ce titre, la rémunération de la mission de commissariat en 2025 s'élève à 4 260 euros.